

ETATS DES LIEUX DE L'ÉCONOMIE

Le CNES remettra 4 rapports au président

P3

AUTOROUTE EST-OUEST

Circulation modifiée pour des travaux

P2

FC BARCELONE-LIONEL MESSI

Le clash

P12



NOUVELLE LOI SUR LES HYDROCARBURES

Les textes d'application avant la fin de l'année

P2



FOOT/ LIGUE 1 ALGÉRIENNE

Le MC Alger officiellement en Ligue des champions

Le MC Alger prendra part officiellement à la prochaine édition de la Ligue des champions d'Afrique, suite à la validation par la Ligue de football professionnel (LFP) du classement final de la saison 2019-2020, se basant sur la décision du Tribunal arbitral du sport (TAS) international dans l'affaire du derby MCA-USMA et de la règle d'indice de performance, a-t-elle annoncé dans un communiqué publié dimanche sur son site officiel. "La LFP indique, par ailleurs, que ce classement a été établi aussi sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés décidé par la FAF.

P13

ACQUISE PAR SONATRACH EN 2018

«Le dossier de la raffinerie d'Augusta est en Justice»

Le ministre de l'énergie, Abdelmadjid Attar a confirmé hier que la Justice s'est saisie du dossier de la raffinerie d'Augusta en Sicile (Italie) acquise par le groupe Sonatrach en mai 2018 pour un montant de plus de 700 millions de dollars. «Quand on m'a informé du projet (rachat de la raffinerie d'Augusta, ndr), on m'a dit que c'était une bonne affaire, ça va réduire nos importations, on va pouvoir traiter le brut algérien. J'ai dit que c'est une bonne affaire. Mais finalement, le dossier est tout à fait autre », a déclaré le ministre de l'énergie dans l'émission LSA Direct du Soir d'Algérie. Abdelmadjid Attar a ajouté que le dossier de cette raffinerie est en Justice et a préféré ne pas trop en parler et laisser la Justice faire son travail.

P5

Régions

GUELMA (FEUX DE FORÊTS)
Destruction de 1649,7 ha de couvert végétal depuis juin

P8

ADRAR
12 milliards DA mobilisés pour le développement de 514 zones d'ombre

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

La courbe des contaminations continue à baisser 364 nouveaux cas et 10 décès

P3

CNAS

La remise du certificat d'arrêt de travail en ligne se généralise

P2

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'Express mail service (EMS) à la 16e position mondial

P24

Culture

OSCARS 2021

La course est lancée

P21



**AUTOROUTE EST-OUEST
Circulation modifiée pour des travaux**

La circulation automobile a été modifiée à partir d'hier sur l'autoroute Est-ouest pour cause des travaux de réalisation d'un ouvrage d'art au niveau de Tessala El Merdja (Birtouta), a indiqué un communiqué de l'Algérienne des Autoroutes (ADA). "L'Algérienne des Autoroutes informe ses usagers qu'à la suite de l'autorisation accordée par le Wali d'Alger, la Direction des Travaux publics de la wilaya d'Alger entame à partir de dimanche la poursuite des travaux de réalisation d'un ouvrage d'art à Tessala El Merdja (Birtouta), enjambant l'Autoroute Est/Ouest et s'inscrivant dans le projet de raccordement reliant Tessala El Merdja (RN1) vers Zéralda (RN67)", ajoute le communiqué. A cet effet, l'entreprise réalisatrice procède à un rétrécissement de voies au niveau du chantier sis à Tessala El Merdja (Birtouta) sur 600 ml, avec maintien du trafic sur uniquement deux voies et ce à compter de dimanche matin et jusqu'à jeudi 3 septembre. En ce qui concerne le sens (Alger vers Blida), un rétrécissement de deux voies sera opéré dimanche et lundi, tandis que pour le sens (Blida vers Alger), le rétrécissement sera opéré mardi, mercredi et jeudi, note le communiqué. Le trafic sera rétabli chaque jour à la fin des travaux partiels et le rétrécissement reprendra le lendemain jusqu'à la fin des travaux, précise le communiqué. L'Algérienne des Autoroutes rassure ses usagers que pour garantir la sécurité de leur déplacement, ses équipes de patrouilles seront mobilisées pour leur apporter assistance et aide, ajoutant qu'un plan spécial de gestion de trafic et de sécurité routière sera mis en place avec une signalisation temporaire de travaux adéquate, a conclu le communiqué.

R.N

NOUVELLE LOI SUR LES HYDROCARBURES

Les textes d'application avant la fin de l'année

Quarante trois (43) textes d'application relatifs à la nouvelle loi sur les hydrocarbures, adoptée en 2019, doivent voir le jour avant la fin de l'année, a annoncé hier à Alger, le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar.



"Nous espérons terminer bientôt avec une quinzaine de textes qu'on va envoyer au secrétariat général du gouvernement. Une autre quinzaine sera prête vers le mois d'octobre et le reste d'ici à la fin de l'année", a-t-il indiqué à l'émission LSA Direct du quotidien Le Soir d'Algérie. Qualifiant de "tare" le retard accusé régulièrement dans la publication des textes d'application des différentes lois, le ministre a fait remarquer que la nouvelle loi sur les hydrocarbures "n'est pas encore entrée en application" car les 43 textes réglementaires y afférents ne sont pas encore publiés.

"Le retard des textes d'application est vraiment une tare. En principe on prépare ces textes en même temps que la loi en question, avant même qu'elle ne soit votée par le parlement, et une fois la loi adoptée, on met à jour ces textes, dans le mois qui suit ou dans les deux mois au plus tard", a-t-il fait constater. "Ca fait dix mois que la loi sur les hydrocarbures a été adoptée et aucun texte d'application n'a été publié à ce jour", a déploré le ministre qui a rejoint le gouvernement en juin dernier. "Depuis que je suis à la tête du ministère c'est (la finalisation des textes d'application, Ndlr) ma première priorité", a-t-il assuré

en évoquant la mise en place d'un comité de pilotage, composé de plus de 40 cadres qui travaillent en continu sur ces textes. Interrogé sur l'enjeu de la nouvelle loi, M. Attar a tenu à souligner que ce sont surtout la démarche sur le terrain qui définissent les relations avec les partenaires. "Vous savez, une loi c'est moins de 50% en matière de renouvellement des réserves et de partenariat, l'essentiel est sur le terrain: Il faut lutter contre la bureaucratie et être transparent vis-à-vis des partenaires", a-t-il dit.

Sonatrach doit se concentrer sur ses métiers de base

Interrogé sur l'état actuel de la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach, dont il a été le Pdg de 1997 à 1999, il a d'abord fait état d'une "dégradation" de l'efficacité de la compagnie. "Je l'ai retrouvée (la Sonatrach) dans un état, plus ou moins, dégradé surtout au point de vue efficacité et renouvellement des réserves (...) en plus, la pression sur elle a augmenté", a-t-il analysé. Afin de parer à ses défaillances et renforcer sa position, la Sonatrach "doit revenir à ses cinq métiers de base que sont l'exploration, la production, le

transport, la commercialisation et la transformation", a-t-il avancé. "C'est ça mon objectif: Sonatrach va petit à petit se retirer des autres métiers", a-t-il affirmé. Interrogé sur la situation actuelle du marché pétrolier, le ministre, tout en saluant, le rôle de l'OPEP dans la stabilisation du marché, et "notamment de la rôle de l'Arabie Saoudite et de la Russie", a fait état de "bonnes performances" enregistrées en dépit de la conjoncture mondiale. "Si les prix continuent à ce rythme, on va terminer l'année avec une moyenne nettement supérieure à 42-43 dollars. Ca va permettre d'équilibrer notre budget basé sur un baril à 30 dollars", a-t-il prédit, tout en reconnaissant que le pays avait besoin d'un baril à 60 dollars au minimum, et sur deux ans d'affilée, pour arriver à l'équilibre budgétaire escompté.

Le schiste: un appoint pour la sécurité énergétique

Interrogé sur l'avenir du schiste en Algérie, M. Attar d'abord a fait constater que ce dossier était entouré de "fabulation". "On est en train de fabuler sur le gaz de schiste, alors qu'aujourd'hui, l'avenir, dans le monde entier, c'est l'électricité (...) tout ce que fait Sonatrach actuellement

en matière de schiste est l'évaluation du potentiel c'est tout", a-t-il souligné. Mais "si nous seront appelés à y recourir dans 10 ans, on va le faire... il ne s'agit pas d'une rente mais d'un appoint pour la sécurité énergétique, au-delà de 2030", a-t-il précisé. Sur la question des prix de l'énergie sur le marché local, il a rappelé qu'un projet de révision des tarifs était en cours de finalisation. "Il faut qu'on se rende compte que l'électricité et le gaz sont vendus à perte en Algérie: le prix moyen de vente du kilowattheure (électricité) est de 4,02 DA et celui de la thermie (gaz) est de 0,32 DA, ce n'est même pas 20% des prix pratiqués ailleurs!", a-t-il argué. C'est prix seront donc révisés pour qu'ils soient "raisonnables" mais "ça ne va pas concerner le domestique (les ménages)", a-t-il rassuré. Sur les efforts du gouvernement en matière de raccordement des zones d'ombre en gaz et en électricité, il a expliqué que la démarche du gouvernement consistait à "doter ces villages de gaz propane et de gaz butane au lieu de continuer à doter, de gaz naturel, des lieux complètement isolés", en supportant des coûts de canalisation très élevés.

APS

CNAS

La remise du certificat d'arrêt de travail en ligne se généralise

La nouvelle procédure de la remise à distance des certificats d'arrêt de travail via le site internet « EL-Hanaa »; déployé par la Caisse National des travailleurs salariés « CNAS » se généralise à travers les wilayas. Désormais, il suffit de simples clics et quelques informations à remplir pour fournir le certificat et éviter par-là les répercussions financières dues à des retards de l'envoi de ce document. Dans une déclaration rapportée par la radio

nationale, le directeur de l'agence d'Alger centre, Saïd Djamel Eddine, explique que l'assuré doit s'inscrire dans le site web EL-Hanaa pour qu'il puisse envoyer son certificat; qui sera réceptionné directement par la CNAS. « Le centre payeur où le souscripteur est affilié procédera à l'exploitation des données et à l'envoi médical si nécessaire », indique-t-il en ajoutant que si l'assuré doit être convoqué, il recevra un SMS afin de se présenter au cen-

tre et de compléter son dossier. Cette nouvelle procédure a pour objectif de simplifier les démarches administratives, assure le sous-directeur des prestations au niveau de l'agence d'Alger, Karam Azouaou, soulignant que cela évitera aux citoyens de se déplacer. Selon lui, l'immatérialisations de la déclaration de l'arrêt de travail est la raison principale de cette démarche qui entre dans le cadre de la digitalisation de la CNAS.

R.N

ETATS DES LIEUX DE L'ÉCONOMIE

Le CNES remettra 4 rapports au président

Le Conseil national économique et social (CNES), récemment investi de la mission d'intermédiaire entre les opérateurs économiques et le Gouvernement, remettra, cette semaine, quatre rapports inhérents à l'état des lieux et à la relance structurelle de l'économie nationale, a annoncé, hier à Alger, son président, Réhda Tir.



Quatre rapports du CNES relatifs à l'état des lieux, aux objectifs et aux recommandations pour une transformation et une relance structurelle de l'économie, seront remis cette semaine au président de la République qui en a exclusivement saisi le Conseil, durant la période de confinement", a déclaré M. Tir, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. Plus précisément, il s'agit des rapports inhérents au système national d'information statistique, au système coopératif dans le domaine agricole, à la transition énergétique "du point de vue comportementale" et enfin au "Doing business". Ce dernier contenant l'ensemble des "entraves" recensées par le Conseil en matière de climat des affaires en Algérie, a-t-il détaillé. A ce sujet, l'intervenant a également fait état du transfert du volet lié au Doing business du ministère de l'Industrie vers le CNES, sur la demande de ce dernier.

Les rapports en question, a-t-il ajouté, ont mobilisé plus de 250 cadres ministériels et environ 20 cadres algériens établis à l'étranger parmi les éminences nationales, au moyen de la visio-conférence et dans "le respect des règles de distanciation physique et des précautions sanitaires en vigueur". Tout en précisant que le CNES en a également été saisi à quatre reprises par le Premier ministre, l'hôte de la Radio a ajouté que ledit Conseil œuvre à l'atteinte des objectifs du Chef de l'Etat, dans le domaine économique et ce, à très court terme (31 décembre 2020), à court terme (2021) et à moyenne échéance (2022). Abordant "le changement de la méthode de travail" du CNES, son président a évoqué des "outils modernes pour une croissance économique qui n'épuise pas nos ressources naturelles". Et de poursuivre à ce propos: "Nous sommes là pour protéger ces ressources (...) les services permettent cette croissance modérée", avant de plaider pour "le recours

à la ressource humaine nationale". Précisant davantage les missions assignées audit Conseil, son premier responsable détaille: "Le CNES est dans l'anticipation, la surveillance des événements et des politiques publiques", faisant savoir l'élaboration de 50 fiches thématiques relatives à ces dernières. "C'est un tableau de bord que nous mettons à la disposition du président de la République et du Premier ministre, dans une optique moderne. Un intranet gouvernemental que nous leur ouvrons pour qu'il soit directement consulté", a-t-il encore explicité. Tout en mettant en avant les critères de "compétence et de représentativité" déterminant l'éligibilité des membres au CNES, son président a assuré que celui-ci "deviendra un organe prestigieux, une arme de participation forte et citoyenne de réflexion et d'intelligence stratégique". Tout en annonçant également la

parution, courant de cette semaine, des nouveaux textes régissant ledit Conseil, M. Tir ajoutera que celui-ci s'attèlera à "ouvrir le champ au débat citoyen, à travers des thématiques organisées hebdomadairement dans les campus universitaires et ce, à compter du 15 septembre prochain". Lors du Conseil des ministres du 23 août dernier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné le Gouvernement, sous la supervision du Premier ministre, à l'effet de veiller à la mise en œuvre sur le terrain des décisions et recommandations de la Conférence nationale de relance socio-économique, tenue les 16 et 17 août, afin qu'elles ne restent pas de simples écrits. Dans ce sens, il a chargé le CNES d'assurer le rôle de médiateur entre le Gouvernement et les opérateurs économiques, en s'érigeant en cellule de veille pour le suivi de la mise en œuvre.

R.N

Brèves

COVID-19 À ORAN

Mise en place d'une quatrième unité d'analyse PCR chés

La Direction de la santé de la wilaya d'Oran vient de mettre à la disposition des établissements de santé de proximité impliqués dans la prise en charge de Covid-19 une nouvelle unité d'analyses PCR, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution. Les établissements de santé de proximité (polycliniques) ont été impliqués depuis près de deux mois dans la prise en charge des cas de la Covid-19 pour réduire la pression sur le Centre hospitalo-universitaire "Dr. Benzerdjab" (CHUO) et l'Etablissement hospitalo-universitaire "1er novembre" (EHUO), a rappelé le chargé de communication à la DSP, Dr. Youcef Boukhari. Les centres de proximité qui enregistraient au mois de juillet jusqu'à 500 consultations covid-19 par jour connaissent, depuis quelques jours, une baisse considérable, note le même responsable, ajoutant que cette nouvelle unité PCR ne sera opérationnelle qu'en cas de recrudescence de la pandémie.

Cette nouvelle unité PCR jouxte le laboratoire d'hygiène de la wilaya à Haï Gambetta. Elle est équipée de tous les équipements nécessaires pour dépister les personnes s'adressant aux polycliniques.

Cette nouvelle acquisition s'inscrit dans le cadre des nouvelles directives du ministère de tutelle visant l'implication des établissements de santé de proximité dans la prise en charge des cas de la Covid-19, notamment en ce qui concerne les consultations. Les grands hôpitaux devant être réservés à l'hospitalisation et la prise en charge des cas compliqués et graves, a-t-on expliqué.

APS

JUSTICE

Brahim Laalami sort de prison

Le militant Chems Eddine Laalami dit Brahim a été condamné hier à deux mois de prison ferme par la cour d'appel de Bordj Bou Arreridj, a annoncé hier le comité national pour la libération des détenus (CNLD) sur le réseau social Facebook.

Laalami aurait quitté ainsi hier la prison après avoir purgé sa peine. Il avait été condamné à 18 mois de prison ferme par le tribunal de première instance. Le procureur avait demandé de confirmer cette condamnation lors du procès en appel. Brahim Laalami a été arrêté le 2 juin devant la cour de Bordj Bou Arreridj. Il a été placé sous mandat de dépôt le 3 juin dernier, après avoir été présenté devant le procureur du tribunal de Bordj Bou Arreridj puis le juge d'instruction en comparution immédiate. Il était poursuivi pour diffamation, où il a bénéficié de relaxe, ainsi que pour outrage à corps constitué (police), outrage à corps constitué (justice) et atteinte et outrage à un agent en plein exercice de ses fonctions.

R.N

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

La courbe des contaminations continue à baisser

364 NOUVEAUX CAS ET 10 DÉCÈS

Le nombre de contamination au coronavirus en Algérie continue à baisser. Le ministère de la santé a enregistré, hier, 364 nouveaux cas, contre 379 hier samedi et 387 vendredi. C'est la première fois depuis mardi dernier que le nombre de nouveaux cas de coronavirus descend au-dessous des 370 cas. Depuis une semaine exactement, les contaminations quotidiennes évoluent au-dessous de la barre

des 400. Par wilayas, Blida, foyer initial de l'épidémie en Algérie, a recensé le plus grand nombre de nouveaux cas au niveau national, avec 70 nouvelles infections, suivie d'Alger avec 43 nouveaux cas positifs. La capitale compte désormais 4676 cas positifs alors que Blida en recense 3406. Depuis l'apparition du premier cas confirmé de coronavirus fin février dernier, l'Algérie a

recensé 44146 contaminations au Covid-19. Pour les décès, dix patients infectés par la Covid-19 ont succombé, ce qui a porté à 1501 le total des morts provoqués par cette maladie depuis son apparition en Algérie fin février dernier. En outre, 29 patients Covid-19 sont en soins intensifs, et 261 personnes ont été déclarées guéries du coronavirus.

R.N

TERRITOIRES SAHRAOUI OCCUPÉS

Plus de 240 ONG réclament un rapporteur sur les droits de l'Homme

Plus de 240 ONG, composant le Groupe de Genève pour la protection et la promotion des droits de l'Homme au Sahara occidental, ont plaidé, samedi, pour la création d'un mandat de rapporteur spécial sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés.



Dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, célébrée le 30 août de chaque année, les 245 ONG ont demandé au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU de créer "un mandat de rapporteur spécial sur la situation des droits de l'Homme dans le territoire non autonome du Sahara occidental occupé".

Il est relaté, dans le communiqué, la nécessité "de mettre en œuvre le tout premier article de chacune des quatre Conventions de Genève et de veiller à ce que le Maroc respecte les dispositions desdites Conventions en toutes circonstances au Sahara occidental occupé".

A cet égard, les signataires invitent le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) à coopérer avec le Front Polisario, unique représentant légitime du peuple sahraoui, dans ses recherches des Sahraouis disparus.

Dans ce contexte, ils appellent le Comité sur les disparitions forcées (CED) de l'ONU à programmer "le plus tôt possible l'examen du respect de la Convention par le Royaume du Maroc".

A ce propos, ils ont rappelé que "le

14 mai 2013, le Maroc avait ratifié la Convention internationale pour la protection des personnes contre les disparitions forcées, et jusqu'à présent le Royaume n'a pas soumis son rapport initial à ce sujet au CED". Le communiqué fait état, par ailleurs, de quelque centaines de Sahraouis portés disparus, militaires et civils, suite à l'invasion militaire marocaine de 1975 et à l'occupation prolongée du Sahara occidental par le Maroc. Depuis le 31 octobre 1975, d'après le communiqué, les estimations les plus basses se situent autour de 1.000 cas, dont 80% se sont produits entre 1975 et 1977.

De son côté, l'Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis (AFAPREDESA) indique que plus de 4.500 cas, à présent, plus de 400 cas ne sont pas résolus, dont les 351 identifiés en 2010 par l'organisation des droits de l'Homme marocaine.

A ce titre, le Groupe de Genève, qualifie le fait de refuser de donner aux familles sahraouies des informations sur le sort d'un des leurs disparus, d'"une violation de leur intégrité psychologique, voire une forme de torture psychologique, puisque, de ce fait, les proches sont privés de faire leur deuil".

A la fin des années 1980, la découverte de centres de détention clandestins à Laayoune occupée, Kalaat M'gouna et Tazmamert a permis de lancer une campagne pour révéler le sort des personnes disparues, rappelle-t-on. Le 22 juin 1991, 322 Sahraouis disparus ont été libérés sous la pression internationale, rappelle encore le groupe de Genève, estimant que "la disparition forcée est une violation multiple de plusieurs droits de l'Homme et constitue une forme de torture".

Le Maroc a violé les articles 31 et 32 de la quatrième Convention de Genève

Le Groupe signe également qu'"en pratiquant largement la coercition, les châtiments corporels, la torture, les traitements dégradants et inhumains sur les membres du Front Polisario avant l'accord de cessez-le-feu de 1990 et sur la population civile sahraouie jusqu'à nos jours, le Maroc a gravement violé et continue de violer les articles 31 et 32 de la quatrième Convention de Genève".

Aussi, "en déportant les populations autochtones du Sahara occidental pendant la campagne

militaire d'invasion du Sahara occidental et en procédant continuellement et à grande échelle au transfert de citoyens marocains dans le territoire occupé du Sahara occidental, le Royaume du Maroc viole aussi constamment, depuis 1975, l'article 49 de la quatrième convention de Genève".

Pendant de nombreuses années, note le communiqué, "le Royaume du Maroc a nié l'existence de cas de disparitions au Sahara occidental". Cependant, le rapport de l'Instance marocaine Equité et Réconciliation (IER) publié le 30 novembre 2005 mentionne un certain nombre de cas." Inexplicablement, il est rapporté que les victimes susmentionnées, découvertes dans les fosses communes, sont mortes en d'autres lieux et dans d'autres circonstances", constate-t-on.

En novembre 2016, dans ses observations finales sur le sixième rapport périodique du Maroc, le Comité des droits de l'Homme de l'ONU a recommandé à Rabat de faire la lumière sur les circonstances entourant tous les cas non résolus de disparition forcée, y compris ceux liés aux événements du Sahara occidental, et de procéder sans délai à des enquêtes en vue d'identifier, de juger les personnes

responsables.

Parmi les signataires figurent l'African Law Foundation (AFRI-LAW), l'Association des Amis de la RASD de Alava, Association Amal Centre Andalouse, Association américaine des juristes (AAJ), Association des amis du peuple sahraoui du Campo de Gibraltar (FANDAS).

Figurent aussi parmi les 245 membres, l'Association chilienne des Amitiés avec la RASD, Association culturelle Péruvienne sahraoui, Amitié équatorienne avec le peuple sahraoui (AEAPS), Association espagnole pour le droit international des droits de l'Homme (AEDIDH), Association mexicaine des Amitiés avec la RASD, Association Solidarité panaméenne avec la cause sahraoui (APASOCASA), Association Vénézuélienne de Solidarité avec le Sahara (ASOVESSA), Association des Amis de la RASD (France), Association Mauritanienne pour la Promotion du Droit, Association Sahara Matinba Bruxelles, Association de la Vie Maghrébine pour la Solidarité et le Développement (AVMSD) et le Bureau International pour le Respect des Droits Humains au Sahara Occidental (BIRDHSO).

APS

LIBYE

L'ONU souligne le besoin urgent d'un retour au processus politique inclusif

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a souligné samedi "le besoin urgent d'un retour au processus politique inclusif" en Libye, en déplorant l'"usage" "excessif" de la force dans la capitale Tripoli contre les manifestants et l'arrestation "arbitraire" de civils, selon un communiqué de la Manul.

Dans son communiqué repris par les médias, la mission onusienne a également exprimé son "inquiétude concernant les rapports sur les violations des droits de l'homme et les abus en cours dans la ville de Syrte, à quelque 450 km à l'est de Tripoli, qui comprennent le meurtre d'un civil, l'arrestation arbitraire de plusieurs autres et l'entrée forcée

illégal dans des propriétés privées".

"Dans toute la Libye, la MANUL enregistre une augmentation des rapports de violations des droits de l'homme, y compris des arrestations et des détentions arbitraires, des restrictions à la liberté de mouvement et d'expression, ainsi qu'au droit de réunion et de protestation paci-

fiques", a-t-elle indiqué.

La MANUL a appelé "au calme, à l'application de l'état de droit et à la préservation des droits de tous les citoyens à exprimer pacifiquement leurs opinions". Le 21 août, le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale libyen (GNA), Fayez Al-Serraj, et le président de la Chambre des re-

présentants, Aguila Saleh, ont annoncé un cessez-le-feu immédiat à travers l'ensemble du territoire libyen et l'adoption d'un dialogue "inclusif" devant mettre un terme à la crise en Libye, ainsi que la tenue prochaine des élections, dans un accord salué par l'ONU.

APS

ACQUISE PAR SONATRACH EN 2018

«Le dossier de la raffinerie d'Augusta est en Justice»

Le ministre de l'énergie, Abdelmadjid Attar a confirmé hier que la Justice s'est saisie du dossier de la raffinerie d'Augusta en Sicile (Italie) acquise par le groupe Sonatrach en mai 2018 pour un montant de plus de 700 millions de dollars.



«**Q**uand on m'a informé du projet (rachat de la raffinerie d'Augusta, ndr), on m'a dit que c'était une bonne affaire, ça va réduire nos importations, on va pouvoir traiter le brut algérien. J'ai dit que c'est une bonne affaire. Mais finalement, le dossier est tout à fait autre », a déclaré le ministre de l'énergie dans l'émission LSA Direct du Soir d'Algérie. Abdelmadjid Attar a ajouté que le dossier de cette raffinerie est en Justice et a préféré ne pas trop en parler et laisser la Justice faire son travail. En juillet dernier, la presse nationale avait rapporté que le tribunal de Bir-Mourad-Rais (Alger) a décidé d'engager une enquête pour situer les

responsabilités dans l'acquisition par Sonatrach de la raffinerie d'Augusta en Italie. Selon la même source, la justice a placé en détention provisoire l'ex-vice-président du groupe Sonatrach Ahmed Mazighi et conseiller de l'ancien P-DG de Sonatrach Abdelmoumen Ould Kaddour. Il est poursuivi pour dilapidation de l'argent public et abus de fonctions. Pour rappel, après avoir signé l'accord de vente avec Esso Italiana, filiale italienne d'ExxonMobil, en mai 2018, Sonatrach a conclu la vente de la raffinerie d'Augusta le 1er décembre 2018. Sonatrach avait précisé à l'époque que « le périmètre de cette transaction inclut la raffi-

nerie d'Augusta, les trois terminaux pétroliers de Palerme, Naples et Augusta, ainsi que les participations dans des pipelines reliant la raffinerie aux différents terminaux ». Cette acquisition a fait couler beaucoup d'encre, tant sur le montant de son achat de 725 millions de dollars jugé exorbitant pour une raffinerie vieille de 70 ans. Aussi, Sonatrach avait mis en avant le fait que la raffinerie allait traiter le brut algérien, et ainsi combler le déficit national en produits raffinés. Mais, en réalité, la raffinerie d'Augusta était conçue pour des bruts de densités moyennes et lourdes et non pas pour du brut léger de la catégorie de ceux que produit

l'Algérie. La compagnie nationale s'est retrouvée d'ailleurs obligée de contracter un prêt de 150 millions de dollars auprès de l'Arab Petroleum Investment Corporation Apicorp pour l'achat de brut de la Saudi Aramco à destination de la même raffinerie de Sonatrach en Italie. Elle a même contracté des prêts pour les travaux de maintenance de la raffinerie, qui est de l'ordre de 100 millions de dollars. Ainsi, près d'un milliard de dollars ont été déboursés par Sonatrach pour acheter une raffinerie âgée de sept décennies auprès de son ancien propriétaire américain ExxonMobil.

Source : Algérie éco

Brèves

TUNISIE (HUILE D'OLIVE)

Les exportations dépasseront 2 milliards de dinars d'ici novembre

Les recettes d'exportation d'huile d'olive en Tunisie dépasseront 2 milliards de dinars d'ici novembre prochain, selon l'Office national tunisien de l'huile (ONH). D'après les prévisions de l'industrie, la valeur des exportations devrait franchir la barre des 2 milliards de dinars d'ici la fin de saison en novembre prochain, jouant ainsi un rôle important dans la relance de l'économie. Les devises générées par l'exportation de l'huile d'olive devraient atteindre plus de 2 milliards de dinars (732 millions dollars) d'ici la fin de la saison 2020 en novembre prochain, ajoute la même source. Les expéditions ont déjà atteint 294'000 tonnes vers la fin du mois de juillet pour 1,7 milliard de dinars alors qu'un stock de 340'000 tonnes est prévu pour être placé sur le marché mondial. "En dépit du confinement imposé en mars et avril en raison du coronavirus, nous avons exporté en moyenne 45'000 tonnes d'huile d'olive par mois?", explique un responsable de l'ONH. Les exportations de l'huile pourraient ainsi compter pour 60 à 70 % des expéditions totales de produits agricoles du pays en 2020 contre une moyenne de 40 % sur les dernières années. Pour rappel, la Tunisie envoie 80 % de son huile d'olive vers l'Union européenne.

MAROC

Hausse de près de 50% des importations de céréales

Les importations de céréales au Maroc ont bondi de près de 50 % sur les 7 premiers mois de 2020. Selon les données des autorités, le volume des achats sur le marché mondial a atteint 5,9 millions de tonnes sur ladite période. Les achats de céréales sur le marché mondial ont connu une importante croissance sur les 7 premiers mois de l'année 2020. D'après les dernières données publiées par Agence Marocaine des ports (ANP), les importations ont augmenté de 49,8 % sur ladite période pour se chiffrer à 5,9 millions de tonnes. D'après les observateurs, cette tendance à la hausse pourrait s'expliquer notamment par la forte contraction de la production intérieure du fait de la sécheresse. Selon les estimations du gouvernement, la production céréalière en 2019/2020 a atteint 3 millions de tonnes avec une récolte de blé de 2,4 millions de tonnes, soit 60 % de moins que la moyenne décennale. En réponse à cette situation, l'exécutif a prolongé jusqu'au 31 décembre prochain, la suspension des droits de douane sur les importations de blé tendre.

UGANDA

Forte hausse des exportations de café en juillet

Les exportations de café en Ouganda ont atteint en juillet leur plus haut niveau mensuel depuis 30 ans, rapportent des médias locaux. L'activité d'exportation du café reste dynamique. En juillet dernier, le pays a expédié 543'251 sacs de 60 kilogrammes de fèves, soit le niveau mensuel le plus élevé depuis la libéralisation de la filière en 1991.

Les expéditions de café ont totalisé en juillet dernier, environ 543.251 sacs de 60 kg, soit 17,2 % de plus que la saison précédente à la même période. D'après l'Autorité ougandaise de développement du café (UCDA), ce stock représente également le plus haut niveau mensuel depuis la libéralisation de la filière en 1991. Cette forte progression s'ex-

plique notamment par la hausse de la production liée à l'arrivée à maturité des nouveaux plants ainsi qu'à des conditions météorologiques plus clémentes. "L'activité des exportateurs a repris de plus belle et ceux-ci ont puisé dans leurs stocks après que les autorités ont relâché les mesures de confinement liées au coronavirus?" ajoute l'UCDA.

Au total, l'UCDA indique que le pays a exporté 5,18 millions de sacs de café pour des recettes de plus de 500 millions dollars sur la période d'août 2019 à juillet 2020 contre 4,23 millions de sacs un an plus tôt (418 millions dollars). Pour rappel, l'Ouganda est le second producteur africain de café et le premier exportateur de fèves du continent.



ORAN (FORÊT DE "DJEBEL KAHR") Un spécimen rare de serpent signalé

Un spécimen rare de serpent a été signalé dans la forêt de "Djebel Kahr", au niveau du site la montagne des lions à l'Est d'Oran, a-t-on appris samedi auprès de l'Association d'ornithologie, de protection de l'environnement et des animaux "Chafie Allah".

Il s'agit d'un reptile connu sous le nom de "vipère d'Arzew", découvert lors d'une large opération de nettoyage dans la forêt de "Djebel Kahr", organisée vendredi par plu-

sieurs intervenants, a précisé à l'APS le président de l'association, Mâamar Chafie Allah.

Le serpent est venimeux et présente un réel danger pour l'homme. D'une longueur ne dépassant pas les 25 cm, il se distingue par sa couleur noire parsemée d'anneaux circulaires. Le reptile se réfugie sous les pierres et dans les maquis touffus et infeste particulièrement la zone du Cap Carbone (Arzew), précise la même source. Sa présence loin de son site habituel n'est

pas connue, explique Chafie Allah. A noter que la campagne de nettoyage a été menée en coordination avec la subdivision des forêts d'Arzew et en présence de la protection civile, de plusieurs associations et de certains visiteurs de la forêt.

La campagne de nettoyage a permis de collecter une grande quantité de déchets plastiques, dont plus de 200.000 et de gravats provenant des travaux de construction. Les participants à cette action ont

également sensibilisé les visiteurs sur l'importance de préserver cette forêt de 4.600 hectares abritant diverses espèces d'arbres, de plantes médicinales et aromatiques, ainsi que plusieurs espèces d'oiseaux.

L'opération de nettoyage des espaces forestiers et de sensibilisation des citoyens à préserver ce patrimoine se poursuivra, a-t-on assuré, tout en rappelant que les forêts "Madagh" et "M'sila" dans la daïra de Boutlélis (Ouest d'Oran) ont été déjà touchées par ce genre d'action.

Brèves

MASCARA

Un incendie détruit 12 ha de la forêt de Sidi Ghrib

Un feu qui s'était déclaré vendredi dans la forêt de Sidi Ghrib, dans la commune de Nesmet à Mascara, a détruit 12 hectares d'arbres forestiers, de plantes et de broussailles, a-t-on appris samedi auprès des services de la protection civile de la wilaya. Les éléments de la protection civile relevant du poste avancé de la commune de Zelamta, ceux de l'unité de la ville de Tighennif et de la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts sont intervenus vendredi après-midi au niveau de la forêt de Sidi Ghrib pour circonscrire les flammes. Ils sont venus à bout de l'incendie après plusieurs heures d'intenses efforts, épargnant ainsi sa propagation au reste de cette surface boisée. Les éléments de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de ce sinistre.

... Recrutement de 56 enseignants des cycles primaire et moyen

À au moins 56 enseignants des cycles primaire et moyen seront recrutés dans la wilaya de Mascara dès la semaine prochaine pour combler les postes vacants, a-t-on appris du directeur local de l'éducation, Yahia Bechelagh. Les services administratifs ont recensé, la semaine dernière, les 56 postes budgétaires définitivement libres pour diverses raisons. Il s'agit de 40 postes dans le cycle primaire et 16 autres dans le cycle moyen. Des convocations ont été déjà adressées aux candidats retenus sur les listes de réserve suite concours de recrutement des années 2017 et 2018. Ces enseignants ont été invités à compléter leurs dossiers et à rejoindre les postes à partir de la semaine prochaine, a ajouté la même source. Pour le cycle primaire, ce sont 30 enseignants de langue arabe et 10 autres de langue française qui ont été recrutés. Les postes du cycle moyen concernent les matières d'histoire (7 postes), des mathématiques (7 postes) et la langue arabe (2 postes). Aucun poste dans l'enseignement secondaire n'a encore été libéré, a relevé M. Bechelagh. Par ailleurs, dans le cadre de la préparation de la prochaine rentrée scolaire conformément au protocole sanitaire approuvé par le ministère de l'Éducation nationale, La Direction locale de l'éducation a élaboré des programmes de formation et de sensibilisation dans ce sens au profit des enseignants et du personnel ayant rejoint leurs postes de travail.

GHARDAIA

Achoura une fête célébrée cette année dans un contexte inédit

Les familles Ghardaouies célèbrent cette année la fête de "Achoura" dans une atmosphère morose, liée à la pandémie de Covid-19 et ses implications, induisant un contexte inédit marqué par un changement des habitudes ancestrales qui accompagnent cet évènement.

Cette fête à portée religieuse, qui favorise l'échange de visites entre proches et voisins dans une ambiance de détente, de convivialité et de générosité envers les nécessiteux et les orphelins, est assombrie cette année par les mesures et les règles de prévention visant à endiguer la pandémie de coronavirus, notamment le port obligatoire de bavette et la distanciation sociale.

Les instances religieuses ont exhorté la population à respecter les mesures et protocoles visant à endiguer la pandémie, notamment dans les mosquées ainsi que l'interdiction des rassemblements et des rencontres familiales. Habituellement vécu par la population dans les pures traditions ancestrales qui renforcent la cohésion sociale dans la solidarité le partage et la générosité, la population Ghardaouie dans toute sa diversité sociologique accueille cette fois-ci la fête d'Achoura dans une ambiance bouleversée. Les habitudes des habitants pendant cette fête très prisée par les enfants ont presque radicalement changé, notamment avec l'interdiction des rassemblements et les défilés des enfants entonnant "abiyanou", un chant déclamé pour la circonstance.

Malgré l'impact de la pandémie du coronavirus qui a affecté le mode de vie, les habitants du M'zab expriment, de différentes manières, durant cet évènement, leur attachement aux traditions authentiques léguées par les ancêtres en rapport avec cette fête de Achoura.

Des plats traditionnels locaux dont les recettes se transmettent de mère en fille depuis des générations ne sont plus proposés à la dégustation entre voisins ou famille. Pour célébrer "Achoura" les familles Ghardaouies ont recours



à des recettes ancestrales jalousement préservées et transmises oralement pour préparer des plats typiquement traditionnels dénommés "Ouchou Tini" (en variante locale de tamazight), un met à base de couscous et de viande séchées et salées du mouton de l'Aïd El- Adha, ainsi que "Ibaoun" (fèves), a expliqué Ammi Bakir du Ksar de Melika. Dès la rituelle immolation du mouton de l'Aïd, la ménagère récupère une partie de viande qu'elle sale abondamment et sèche à l'air libre, avant de la conserver dans un endroit propre durant plusieurs semaines, a-t-il ajouté. La veille d'Achoura, de nombreuses ménagères Ghardaouies s'appliquent à préparer ce couscous, avec une sauce rouge onctueuse composée de la viande séchée, d'une variété de légumes frais, de pois chiches, de piment, d'épices et autres petites herbes potagères ainsi qu'un jus de dattes donnant pour le plaisir du palais

un goût succulent à ce plat. Ce met est dégusté ensuite dans un grand plat en présence de tous les parents et grands-parents, dans une ambiance conviviale, a-t-il fait savoir. Traditionnellement, un plat très prisé dans la région dénommé Foul (fèves séchées) en tamazight "Ibaoun" est également préparé à cette occasion. "El-Foul" ou "Ibaoun", ce plat du terroir, incontournable à Achoura, se prépare dès la veille par la ménagère qui trempe dans de l'eau douce de la palmeraie de Ghardaia des fèves sèches durant plusieurs heures avant de les faire bouillir à petit feu toute la nuit. Décortiqué et assaisonné avec du sel, du cumin et de l'huile d'olive, ce plat se déguste dans la matinée et est distribué aux voisins et passants par les enfants en chantant une chanson célèbre dénommée "Aba Nouh".

Par ailleurs, un mélange de confiseries, friandises et autres fruits secs tels amandes, cacahouètes et

noisettes est également distribué aux enfants.

Perçue comme une fête de l'enfance, la tradition veut que la veille d'Achoura, les femmes mettent à leurs enfants du "khól" (poudre d'antimoine que l'on met sur le contour des yeux afin de les mettre en valeur).

Achoura est pour les familles Ghardaouies à la fois une fête sacrée portant de fortes significations religieuses et une occasion de perpétuer des traditions et des coutumes ancestrales propres à chaque couche sociale.

Parmi ses traditions pour accueillir cette fête de Achoura, il y a lieu de citer les opérations de nettoyage et d'embellissement des cités dans les différents Ksour du M'zab, suspendues cette année suite à la situation sanitaire. Cette fête est également une occasion d'accomplir davantage de bonnes actions religieuses, tels le jeûne et l'acquiescement de la Zakat.

GUELMA (FEUX DE FORÊTS)

Destruction de 1649,7 ha de couvert végétal depuis juin

Une superficie de 1.649,7 hectares de couvert végétal, des champs agricoles et des arbres fruitiers a été détruite dans des incendies à Guelma depuis début juin dernier, a-t-on appris samedi auprès de la direction de wilaya de la protection civile.

"Depuis juin dernier au 24 août courant, 149 incendies se sont déclarés engendrant outre la destruction de surfaces du couvert végétal, 354,5 ha de champs agricoles de cé-

réales, 1.731 oliviers et 388 arbres fruitiers", a indiqué à l'APS le lieutenant Abdelmalek Menayâ, chef du bureau des études auprès de la protection civile.

La saison estivale de l'année 2020 a été marquée par un "recul important" du nombre des incendies par rapport à la même période de l'année précédente, où 269 feux avaient été signalés à travers diverses régions de la wilaya, selon la même source qui a rappelé que plus de 1.350 ha de forêts

de lièges et de chênes-lièges, en plus d'autres surfaces de maquis et de broussailles et terres pastorales avaient été la proie des flammes en 2019.

Le même responsable a mis en avant l'importance des campagnes de sensibilisation menées par le secteur de la protection civile en collaboration avec les différents intervenants du domaine agricole dans la réduction du nombre des incendies durant l'actuelle saison estivale.

ADRAR

12 milliards DA mobilisés pour le développement de 514 zones d'ombre

Une enveloppe globale de 12 milliards DA a été mobilisée pour la réalisation d'opérations "urgentes" de développement de 514 zones d'ombre recensées à travers la wilaya d'Adrar, a-t-on appris samedi auprès de cette collectivité.



Ces projets de développement, dont les délais de réalisation maximums ont été fixés à trois mois, visent l'amélioration des conditions de vie des populations des zones ciblées, notamment en matière d'alimentation en eau potable (AEP) et de réalisation de réseaux d'électricité et d'assainissement, a affirmé le wali d'Adrar, Larbi Bahloul. Une tranche de 105 projets a été retenue, dans le cadre des opérations de réévaluation, pour rattraper le retard accusé par certaines régions de la wilaya, notamment en termes de routes, chemins de wilaya, routes communales et routes de désenclavement, en plus de la production de 410 autres opérations à travers les zones d'ombre, livrables au plus tard à la fin de l'année en cours, a-t-il ajouté. Le chef de l'exécutif de wilaya a ainsi fait état de

la réception de 135 projets de développement, soit 30% du programme accordé, ainsi que de la réalisation en cours de 160 autres, le reste étant en phase de préparation des procédures administratives pour leur lancement. Les zones d'ombre d'Adrar accusent un grand retard dans certains créneaux de développement liés notamment à l'assainissement, ne dépassant pas un taux de 60% de raccordement, auquel s'ajoute un déficit en matière de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz au niveau de 496 zones d'ombre, a-t-il ajouté. Le retard cumulé dans le développement a été imputé par le wali d'Adrar aux "lourdeurs bureaucratiques, la mauvaise gestion des projets basée sur le népotisme et l'octroi inéquitable de projets" entre les différentes régions de la wilaya qui coiffe deux wilayas déléguées, 28 com-

munes et 294 ksour, tous en quête de projets de développement. Larbi Bahloul a salué, par ailleurs, le degré de conscience manifesté par les acteurs de la société civile lors des rencontres périodiques tenues dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle carte de développement de la wilaya et l'ancrage du socle de la nouvelle Algérie. Il a appelé, pour ce faire, à éclairer l'opinion publique sur la nature des projets accordés aux régions, à savoir ceux destinés aux zones d'ombre avec des délais de concrétisation de trois mois, et les autres destinés à rattraper le retard accusé dans l'action de développement et requérant des délais plus longs en vue de lever toute équivoque quant à l'inscription des projets en faveur des différentes régions.

Brèves

ALGER (HÔPITAL DE ROUIBA)

projet d'extension du service des Urgences des Urgences

La circonscription administrative de Rouba (Alger est) a annoncé un appel d'offres national pour la réalisation d'un projet d'extension du service des Urgences à l'hôpital de Rouiba dans le cadre du renforcement des structures de santé dans la wilaya d'Alger, et ce, afin d'alléger la pression sur le reste des structures sanitaires. "Dans le cadre du renforcement des structures de santé dans le périmètre de la circonscription, et après approbation du Wali d'Alger et l'apport financier offert par l'APC de Rouiba, l'hôpital de Rouiba se verra renforcer par un projet d'extension du service des Urgences", précise-t-on dans un communiqué. Ce projet contribuera à "alléger la pression sur les structures de santé à travers le redéploiement de la prise en charge des patients selon une cartographie sanitaire, en coordination avec les établissements de santé de proximité", note-t-on de même source.

"Une fois le cahier des charges a pris une forme définitive par une commission des marchés publics, un appel d'offres national a été lancé avec l'exigence d'un certain nombre de compétences pour la réalisation de ce projet conformément à la réglementation régissant les marchés publics et la délégation de service public". Par ailleurs, un hôpital mère-enfant sera implanté à la cité Amirouche à Reghaïa après signature d'un contrat avec le groupe public Cosider pour la réalisation de ce rempart sanitaire qui viendra renforcer l'accès aux soins au profit de cette frange de la société", a conclu le communiqué.

MOSTAGANEM Une production supplémentaire de 100 000 quintaux de légumes protégés

La wilaya de Mostaganem a enregistré une production supplémentaire de 100.000 quintaux de divers types de légumes protégés durant la saison agricole 2019-2020, a-t-on appris samedi auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). Selon le bilan présenté par le service de réglementation de la production et de soutien technique, la production de légumes protégés a dépassé cette saison les 635.000 quintaux (qx) après les récoltes ayant touché 1.024 ha de superficies dédiées à ces cultures avec un rendement estimé à 622 qx à l'hectare. Selon le bilan de la DSA, une production de 290.000 qx de tomates, 217.000 qx de poivrons, 56.000 qx d'aubergines et 68.000 qx de concombres, courgettes et haricots verts a été enregistrée. Lors de la campagne de légumes précoces, près de 290.000 qx de pommes de terre, de choux-fleurs, de carottes, de navets, de laitue, d'oignons verts, de haricots et autres ont été produits sur une superficie de plus de 3.150 ha de surfaces irriguées et non irriguées destinées à ces cultures. La wilaya de Mostaganem a enregistré, ces dernières années, une croissance de la production de divers types de légumes, passant de 7,7 millions de qx par an lors de la campagne 2015-2016 à 11 millions de qx l'année dernière, rappelle-t-on.

COMMUNE DE MESSAOUD BOUDJRIOU (CONSTANTINE)

Réception "avant fin 2020" d'un projet de renforcement de l'AEP

Le projet de renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) dans la commune Messaoud Boudjeriou, située à 15 km au Nord-Ouest du chef-lieu Constantine, sera réceptionné "avant la fin de l'année en cours", a-t-on indiqué samedi à la wilaya. La commune de Messaoud Boudjeriou qui compte près de 10.000 habitants a bénéficié durant l'année 2019 d'un projet devant améliorer l'AEP dans plusieurs de ses localités, à savoir Kaf Beni Hamza, Bouhessane Abdallah, Dorsoune et Messida, a indiqué à l'APS la même source, soulignant que les travaux de cette opération ont accusé un retard "en raison de la nature du sol et les réper-

cussions de la crise sanitaire du Covid-19." Le projet lancé au mois de janvier dernier, pour un investissement de plus de 76 millions de dinars pour un délai de réalisation fixé à huit (8) mois, a atteint 47 % de taux d'avancement des travaux, ont fait savoir les mêmes services, relevant que ce projet sera livré "avant la fin de l'année en cours." Les travaux du projet, implanté dans la localité de Messida, consistent en la réalisation d'un réservoir d'une capacité de 1.000 m3 à Bouhessane Abdallah, d'une adduction de 32,5 km, en sus d'un réseau de distribution qui s'étend sur une distance de 11 km et de trois (3) trois bâches à eaux, deux d'une

capacité de 100 m3 et une de 200 m3, a-t-on détaillé. Aussi, une opération de réhabilitation de l'ancien réseau de distribution d'eau, dont les travaux consistent en la rénovation et la mise à niveau de l'amenée et de la conduite de refolement sur une distance de 1200 mètres linéaires, sera-t-elle engagée "en septembre prochain", a révélé la même source. La réhabilitation du réseau de distribution d'eau permettra également d'exploiter deux (2) anciens forages et de bénéficier d'une alimentation quotidienne supplémentaire de 10 litres/seconde, comme elle contribuera à assurer une autre ressource hydrique pour cette collectivité locale. A noter que le pro-

gramme de distribution d'eau potable dans la localité de Messida est passé d'une (1) fois par semaine à une fois chaque deux (2) jours à la faveur de la réception, au mois de juillet dernier, d'une opération de réhabilitation de deux (2) forages d'un débit de 5 litres/seconde. Dans la perspective d'assurer une alimentation en cette denrée vitale pour les habitants des différentes régions de la commune de Messaoud Boudjeriou, un projet de raccordement du réseau d'AEP de cette collectivité locale à la station de pompage d'Ain Ettine (Mila) sera réalisé "à moyen terme" en vue de fournir à la population la ressource en eau "en quantité suffisante", a-t-on indiqué.



CHAMPIONNATS JEUNES ÉLITES (2020-2021) : la DTN arrête la répartition des groupes

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), a arrêté la répartition des groupes pour les championnats Jeunes Elites de la saison 2020-2021 des catégories U19, U17, et U15, rapporte l'instance fédérale dimanche sur son site officiel.

Pour rappel, l'ensemble des championnats, tous paliers et catégories confondus, pour la saison 2019-2020, ont été définitivement suspendus en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). La date de la reprise des entraînements et le coup d'envoi de la nouvelle saison n'ont pas été encore arrêtés par la FAF.

Répartition des groupes :

Groupe Ouest : MC Oran, JS Saoura, USM Bel-Abbès, WA Tlemcen, RC Relizane, MC Saïda, OM Arzew, ASM Oran, IRB Kerma, CRB Oued R'hiou, JSM Tiaret, US M Remchi, CR Témouchent, Académie FAF SBA.

Groupe Centre-Ouest : O.Médéa, MC Alger, ASO Chlef, USM Alger, Paradou AC, MC Oued Sly, USM Blida, WA Boufarik, CRB Aïn Oussera, RC Kouba, JS Ain Defla, ES Ben Aknoun, RC Arbaâ, SKAF/ Académie FAF.

Groupe Centre-Est : ES Sétif, NA Hussein-Dey, JS Kabylie, CABB Arreridj, CR Belouizdad, MCE Eulma, WR M'sila, DRB Tadjenanet, Amel Bous-saâda, HB Chelghoum-Laïd, IB Lakhdaria, MO Béjaïa, JSM Béjaïa, USM El-Harrach.

Groupe Est : CS Constantine, US Biskra, AS Aïn M'lila, JSM Skikda, NC Magra, AS Khroub, USM Annaba, MO Constantine, CA Batna, MSP Batna, US Chaouïa, USM Khenchela, NRB Teleghma, CRB Ouled Djellal.

Brèves

FOOT/ LIGUE FRANÇAISE (OGC NICE)

Le club confirme avoir reçu des offres pour Atal

Le président de l'OGC Nice (Ligue 1 française de football) Jean-Pierre Rivère, a confirmé samedi avoir reçu des offres de clubs européens, pour s'attacher les services du défenseur international algérien Youcef Atal, dont le contrat cours jusqu'en 2023. "Oui, nous avons reçu des offres de grands clubs cet été. Y'a-t-il eu une offre d'une équipe française ? Oui, effectivement et d'Espagne aussi. Nous souhaitons bien évidemment d'abord le garder au moins une année en plus, mais vous savez que c'est compliqué de garder ce genre de joueur (rires)", a indiqué le patron de club azuréen au site OGC Nice.net. Atal (24 ans) s'était engagé avec Nice en 2018 pour un contrat de cinq ans, après avoir évolué à titre de prêt pendant une saison à Courtrai (Div.1 belge). Cette sortie médiatique du président niçois devrait ouvrir une porte à un éventuel départ du latéral droit des "Verts", en cas d'offre alléchante. Actuellement blessé aux ischio-jambiers, Atal a déclaré forfait pour les deux premiers matchs du nouvel exercice, à domicile face au RC Lens (2-1), et en déplacement ce samedi soir face au RC Strasbourg (20h00, algériennes). Rappelons que la saison 2019-2020 avait pris fin prématurément pour l'ancien joueur du Paradou AC (Ligue 1/ Algérie), blessé en décembre 2019 au genou, alors qu'il lui a fallu attendre sept mois pour jouer.

R.S

FOOTBALL

Vers un match amical entre la Tunisie et l'Argentine

La fédération tunisienne de football et son homologue argentine ont convenu de conclure un accord de partenariat entre les deux parties offrant la possibilité de disputer un match amical entre les sélections des deux pays, a annoncé samedi la Fédération tunisienne (FTF). Ce partenariat permettra également aux deux fédérations de conclure des accords dans les domaines scientifiques et sportifs, d'organiser des matches et des stages pour les sélections des jeunes en Tunisie et en Argentine, précise la même source. La création des académies de football supervisées par des techniciens argentins et tunisiens, utilisant de nouvelles technologies de suivi du rendement des joueurs, fait également partie de cet accord. Ce partenariat a été au centre d'une réunion tenue ce samedi par le président de la FTF, Wadii Jari, avec l'ambassadeur d'Argentine à Tunis, Claudio Rosenzweig, et l'attaché diplomatique chargé du sport, Andes Maximiliano Zampatti. Au cours de cette entrevue, il a été convenu de tenir une réunion à distance entre les présidents et les directeurs techniques des deux fédérations pour discuter des possibilités de coopération entre les deux parties.

R.S

FC BARCELONE- LIONEL MESSI
Le clash

Lionel Messi semble bien parti pour aller au clash avec le FC Barcelone. L'Argentin devait se présenter, avec ses coéquipiers, au centre d'entraînement pour effectuer des tests Covid-19 hier. Selon les informations de Marca, Luis Suarez y est arrivé seul, alors que La Pulga était attendue vers 10h15. Des journalistes de l'AFP ont confirmé cette information dans la matinée.

Il se pourrait bien que l'Argentin décide de ne pas se présenter non plus lundi matin à l'entraînement, le premier avec Ronald Koeman. Messi paraît ainsi décidé à quitter le Barça, ce qui ne passera pas par le paiement d'une clause de 700 millions d'euros, si on en croit la Cadena Ser. Son absence s'inscrit dans le cadre d'une semaine mouvementée. Lionel Messi a ainsi envoyé un Burofax (un courrier recommandé qui a valeur de preuve devant la justice) aux dirigeants du Barça mardi via ses avocats. Ceux-ci ont aussi fait savoir à la direction du club que le joueur ne se présenterait pas à ce premier rendez-vous de pré-saison ni au premier entraînement du nouveau coach Ronald Koeman lundi, selon la presse espagnole. Le joueur considère qu'il n'a plus d'engagement auprès du club, ajoutent les médias locaux. La majorité des autres joueurs ont franchi le portail de l'entrée principale de la cité sportive Joan Gamper tout au long de la matinée, avant 11h.

Tous là... sauf Messi

Y compris des cadres annoncés sur le départ comme Arturo Vidal ou Suarez donc, des joueurs en convalescence comme le portier allemand Marc-André ter Stegen,



ou des internationaux comme le défenseur français Clément Lenglet. Les premiers arrivants ont été Jordi Alba, Martin Braithwaite et le nouvel entraîneur Ronald Koeman, vers 09h00 ce dimanche matin, attendus par une petite trentaine de supporters devant les portes du centre d'entraînement

du Barça. Avec cette absence, la "Pulga" argentine durcit le bras-de-fer avec la direction du club pour négocier sa sortie du club catalan. "Il ne se présente pas" avait titré le quotidien sportif catalan Mundo Deportivo ce dimanche, lettres blanches sur fond noir, avec une

grande photo de "Leo" Messi seul dans un Camp Nou vide. "Il fait front", a titré Sport ; "En rébellion", a titré Marca ; "Plus d'huile sur le feu" a résumé L'Esportiu, au sujet d'un Messi qui fait la une de toute la presse sportive espagnole et catalane.

R.S

FOOT/ PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Manchester City ne compte pas lâcher Mahrez

Manchester City (Premier league anglaise de football) n'aurait pas l'intention d'inclure l'ailier international algérien Riyad Mahrez, dans une éventuelle transaction pour engager la star argentine du FC Barcelone Lionel Messi, rapporte samedi la BBC.

Considéré comme potentielle future destination de Messi (33 ans) en cas d'un départ du Barça, Manchester City ne compte pas lâcher Mahrez, au même titre d'ailleurs que le Portugais Bernardo Silva et le Brésilien, Gabriel Jesus, ces joueurs sont déclarés intransférables. En revanche, le vice-champion d'Angleterre serait prêt à offrir deux jeunes prometteurs au Barça lors d'un éventuel échange. Courtisé par le club catalan et libre en 2021, Eric Garcia pourrait ainsi effectuer son retour au sein de son club formateur. Auteur d'une très belle sai-

son à Leipzig, Angelino serait également disponible pour une éventuelle transaction impliquant le détenteur du Ballon d'Or.

Pour rappel, Messi, encore sous contrat avec le FC Barcelone jusqu'au 30 juin 2021, a communiqué au club mardi soir par courrier recommandé qu'il souhaite "unilatéralement" résilier son contrat. Dépité par la terrible déroute 8-2 essuyée en quart de finale de Ligue des champions le 14 août contre le Bayern Munich, futur vainqueur de l'épreuve, fatigué par une saison cauchemardesque et lassé par un projet sportif peu convaincant, Messi a mis ses menaces à exécution.

R.S



FOOT/ ANGLETERRE

Brighton-Chelsea, premier match avec public depuis mi-mars

2.500 spectateurs ont pu assister samedi à un match de football dans un stade en Angleterre depuis l'interruption de la saison mi-mars pour cause de pandémie, une rencontre amicale entre Brighton et Chelsea (1-1).

Les supporters des "Seagulls" ont pu assister au match dans l'Amex Stadium, une enceinte de 30.000 places, dans le cadre d'une procédure organisée par le gouvernement

pour le retour progressif des supporters dans les stades. Les 2.500 supporters ont été choisis parmi les abonnés de Brighton. Ils ont été regroupés dans la tribunes face aux caméras filmant le match et derrière l'un des buts, là où se trouve habituellement le Kop des Seagulls.

L'Amex Stadium de Brighton n'avait pas été choisi par hasard. Avec les nombreuses liaisons qui permettent de le rejoindre, ses

coursives spacieuses et ses sièges espacés qui facilitent la distanciation physique, il offrait de beaux atouts.

Timo Werner, nouvelle recrue de Chelsea, a ouvert le score en début de match (4e). Pascal Gross (90e) a égalisé en toute fin de partie. Le championnat d'Angleterre "Premier League" reprendra le 12 septembre prochain.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 ALGÉRIENNE

Le MC Alger officiellement en Ligue des champions

La MC Alger prendra part officiellement à la prochaine édition de la Ligue des champions d'Afrique, suite à la validation par la Ligue de football professionnel (LFP) du classement final de la saison 2019-2020, se basant sur la décision du Tribunal arbitral du sport (TAS) international dans l'affaire du derby MCA-USMA et de la règle d'indice de performance, a-t-elle annoncé dans un communiqué publié dimanche sur son site officiel.



La LFP indique, par ailleurs, que ce classement a été établi aussi sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés décidé par la FAF. La décision a été notifiée par courrier en date du 30 juillet 2020 (Réf/488/SG/FAF/2020) suite à l'arrêt de la compétition", écrit l'instance dirigeante de la compétition. Le TAS, sis à Lausanne (Suisse), a rendu vendredi son verdict, en donnant gain de

cause à l'USMA dans l'affaire du derby face au MC Alger. L'USMA avait boycotté le derby qui devait se jouer le 12 octobre 2019 (4e journée, ndlr) en raison de sa programmation pendant une date Fifa, alors que son effectif était amoindri par l'absence de plusieurs joueurs, retenus en sélection nationale militaire, ou avec les sélections de leurs pays, comme cela a été le cas de l'attaquant international libyen, Muaïd Ellafi. Après un premier recours rejeté par

la commission d'appel de la Fédération algérienne, le TAS algérien avait confirmé la décision prononcée par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel : match perdu pour l'USMA (3-0), en plus d'une défalcation de trois points. "En application de cette décision (TAS, ndlr), la LFP procédera aux modifications du classement de la saison 2019-2020 qui entraîne le retrait des trois points attribués au MCA et l'annulation de la défalcation

des trois points à l'USMA", ajoute la LFP. Pour rappel, le titre de champion est revenu à titre exceptionnel au CR Belouizdad, pour la 7e fois de son histoire, après la consultation écrite initiée par la Fédération algérienne (FAF) auprès des membres de l'assemblée générale, suite à la suspension définitive de la compétition, causée par la pandémie de coronavirus (Covid-19).

R.S

JUDO/ ALGÉRIE (CORONAVIRUS) ÉQUIPE NATIONALE FÉMININE

La FAJ se défend après la découverte de 10 cas positifs

La Fédération algérienne de judo (FAJ), a affirmé que les 10 athlètes de l'équipe nationale (dames), testées positives au coronavirus (Covid-19), ont été infectées bien avant leur entrée au centre de regroupement et préparation des talents de l'élite sportive de Souidania (Alger), pour subir le test de dépistage de type PCR, obligatoire avant le début de leur stage. "La Fédération a appliqué le protocole sanitaire élaboré par le ministère de la jeunesse et des sports. Parmi les recommandations du protocole est la nécessité pour tous les membres de l'équipe de faire un test sérologique avant de se présenter au centre de Souidania le mardi 25 août à partir de 14h00 (résultats négatifs). Les tests PCR ont débuté le lendemain matin, soit le mercredi 26 août à partir de 10h00, étant donné que

la période d'incubation du Covid-19 est de 4 à 14 jours et que la PCR ne devient positif qu'après 4 à 5 jours de contamination, donc il est impossible scientifiquement que nos athlètes et les membres du staff soient infectés au niveau du centre de Souidania", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué publié samedi soir sur sa page officielle Facebook. Un peu plus tôt dans la journée de samedi, la FAJ a annoncé la découverte de 10 cas positifs chez les athlètes de l'équipe nationale sur 13, alors que 2 contaminations ont confirmées chez le staff technique et médical sur 4 personnes. Du coup, le stage qui devait se dérouler du 29 août au 10 septembre au centre de Souidania a été annulé. "Les résultats du laboratoire concernant la sérologie IGG et IGM plus le test PCR prouvent bien que les

athlètes étaient infectés bien avant leur entrée au centre d'entraînement sans qu'ils le sachent", précise la même source, soulignant que de nouveaux tests seront appliqués dans 15 jours. Pour rappel, la sélection algérienne (seniors/messieurs) de judo, composée de 15 athlètes, a entamé dimanche dernier un stage au Centre de préparation de Tikjda, qui s'étalera du 10 septembre, en vue des qualifications aux prochains Jeux Olympiques JO-2020 de Tokyo, reportés à 2021, et aux prochains Jeux méditerranéens (JM-2022 à Oran). Le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) avait annoncé le 9 juillet dernier avoir autorisé les athlètes algériens "qualifiés et qualifiables" pour les prochains Jeux olympiques d'être à reprendre les entraînements, mais dans "le strict respect des mesures de protection".

R.S

Brèves

ANGLETERRE

Tottenham recrute le défenseur irlandais Matt Doherty

Tottenham a annoncé hier la signature du défenseur Matt Doherty des Wolverhampton Wanderers, pour une somme non divulguée qui serait de 15 millions de livres (environ 17 millions d'euros). L'arrière droit, international irlandais de 28 ans, a signé un contrat de quatre ans avec les Spurs et devient le troisième renfort obtenu par José Mourinho lors de ce mercato après l'arrivée du milieu danois Pierre-Emile Højbjerg et du gardien anglais Joe Hart. "Nous sommes ravis d'annoncer la signature de Matt Doherty des Wolverhampton Wanderers", a déclaré Tottenham sur son site officiel. Mourinho a salué sa nouvelle recrue: "Je déteste jouer contre lui, alors je suis tellement, tellement heureux de ne plus jouer contre lui. Je suis si heureux que nous l'avons". "Nous voulons avoir les meilleurs joueurs, la meilleure équipe possible", a ajouté le technicien des Spurs, qui ont terminé à la sixième place de la Premier League la saison dernière, devant les Wolves à la différence de buts, et ont été éliminés en huitièmes de finale de la Ligue des champions. "Nous allons avoir des mois de compétition non-stop et nous avons besoin d'une meilleure équipe que celle de la saison dernière", a assuré l'ancien entraîneur de Porto, l'Inter Milan et Chelsea. Doherty a été formé au Bohemian FC en Irlande avant de rejoindre les Wolves en 2010, pour lesquels il compte plus de 300 apparitions. Il a aidé les joueurs de Nuno Espírito Santo à décrocher deux fois de suite la septième place de Premier League sur les deux dernières saisons et à atteindre un quart de finale de Ligue Europa en 2020. "Je suis très fier de rejoindre un si grand club", a déclaré Doherty. "Ils ont) le meilleur stade du monde et peut-être le meilleur terrain d'entraînement du monde d'après ce que j'ai vu", a souligné le natif de Dublin, qui avait pourtant publié plusieurs tweets au cours de l'actuelle décennie révélant son amour d'Arsenal, le grand rival de Tottenham.

R.S

FOOTBALL (COUPE DU QATAR-1/2 FINALE)

Bounedjah passeur décisif, Brahimi éliminé

Les internationaux algériens, Baghdad Bounedjah (Al Sadd) et Yacine Brahimi (Al-Rayyan) ont eu des fortunes diverses en demi-finales de la Coupe du Qatar de Football, samedi, le premier passe en finale et le second est éliminé. Face à Al Ahli, le 3e buteur du Championnat du Qatar, Bounedjah a été derrière le 1er but de la qualification de son club Al Sadd (2-0) en finale de la "Ooredoo Cup". C'est l'ancien d'Arsenal, l'espagnol Santi Cazorla qui a ouvert le score, après une belle action collective où Bounedjah reçoit le ballon et le remet à l'espagnol dont la frappe enroulée à l'entrée de la surface ne laissant aucune chance au portier adverse. En fin de rencontre, Akram Affif fait le break en aggravant la marque. Ainsi, après avoir perdu le championnat, Bounedjah pourrait aspirer à remporter un titre cette saison avec Al Sadd qui va affronter Al Arabi en finale. Dans la seconde demi-finale, Al Arabi a éliminé Al-Rayyan de l'international algérien, Yacine Brahimi qui avait disputé l'intégralité du match où son club s'est incliné sur le score de (2-1).

R.S

FOOTBALL/ CHAMPIONNATS JEUNES ÉLITES (2020-2021)

La DTN arrête la répartition des groupes

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), a arrêté la répartition des groupes pour les championnats Jeunes Elites de la saison 2020-2021 des catégories U19, U17, et U15, rapporte l'instance fédérale hier sur son site officiel. Pour rappel, l'ensemble des championnats, tous paliers et catégories confondus, pour la saison 2019-2020, ont été définitivement suspendus en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). La date de la reprise des entraînements et le

coup d'envoi de la nouvelle saison n'ont pas été encore arrêtés par la FAF. Répartition des groupes : Groupe Ouest : MC Oran, JS Saoura, USM Bel-Abbès, WA Tlemcen, RC Relizane, MC Saïda, OM Arzew, ASM Oran, IRB Kerma, CRB Oued R'hiou, JSM Tiaret, US M Remchi, CR Témouchent, Académie FAF SBA. Groupe Centre-Ouest : O.Médéa, MC Alger, ASO Chlef, USM Alger, Paradou AC, MC Oued Sly, USM Blida, WA Boufarik, CRB Ain Oussera, RC Kouba, JS Ain Defla, ES Ben Aknoun, RC Arbaâ, SKAF/ Académie FAF.

Groupe Centre-Est : ES Sétif, NA Hussein-Dey, JS Kabylie, CABB Arreridj, CR Belouizdad, MCE Eulma, WR M'sila, DRB Tadjanet, Amel Boussaâda, HB Chelghoum-Laid, IB Lakhdarria, MO Béjaïa, JSM Béjaïa, USM El-Harrach. Groupe Est : CS Constantine, US Biskra, AS Ain M'ilia, JSM Skikda, NC Magra, AS Khroub, USM Annaba, MO Constantine, CA Batna, MSP Batna, US Chaouia, USM Khenchela, NRB Telegma, CRB Ouled Djellal.

R.S

Brèves

TANZANIE

Le parti au pouvoir lance la campagne de réélection de Magufuli

Le parti au pouvoir en Tanzanie, Chama Cha Mapinduzi, a organisé samedi un rassemblement dans la capitale du pays pour marquer le lancement de la candidature à la réélection du président John Magufuli. M. Magufuli, qui a pris ses fonctions en novembre 2015 après avoir succédé à l'ancien président Jakaya Kikwete, souhaite être réélu pour un second et dernier mandat de cinq ans lors des élections générales du 28 octobre. Dans son discours, M. Magufuli a promis de mener à bien les projets inachevés et, s'il est réélu, d'en lancer de nouveaux visant à faire de la Tanzanie "une grande nation". M. Magufuli, qui a énuméré les réalisations de son administration au cours du premier mandat de cinq ans, a déclaré que les cinq prochaines années seraient axées sur une amélioration susceptible de porter la croissance du produit intérieur brut à huit pour cent par an et la réduction du taux d'inflation. M. Magufuli est en concurrence avec 14 autres candidats à la présidence. Environ 29,2 millions de Tanzaniens se sont inscrits pour voter lors des élections de cette année, contre environ 23 millions d'électeurs en 2015.

DÉFENSE

Des chasseurs de l'Otan ont accompagné 10 avions de combat russes

Des chasseurs de l'Otan ont accompagné 10 avions de combat russes Tu-142 lors de leurs vols au-dessus de zones maritimes éloignées, qui avaient lieu dans le cadre des exercices navals russes "Bouclier de l'océan 2020", a rapporté samedi l'agence de presse TASS, citant le commandant en chef de la Marine russe, l'amiral Nikolaï Evmenov. "Dix avions de lutte anti-sous-marins Tu-142 ont effectué des vols de routine vers des zones maritimes éloignées au-dessus des eaux des mers Noire, Baltique, de Norvège, des Tchoukches et de Beaufort, le long de la route maritime du Nord et au-dessus des eaux neutres de l'océan Pacifique", a indiqué M. Evmenov. "Les avions qui étaient en service dans des zones maritimes éloignées ont été accompagnés d'avions de combat des pays de l'Otan", a-t-il ajouté. Selon M. Evmenov, les violations des mesures de sécurité et des règles internationales sur l'espace aérien n'ont pas été autorisées.

SUÈDE

Le chef de l'Alliance des civilisations de l'ONU condamne l'incinération d'un Coran



Le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations des Nations Unies, Miguel Moratinos, a condamné samedi les militants d'extrême droite qui ont brûlé vendredi un Coran dans la ville suédoise de Malmo. M. Moratinos a décrit l'incident de vendredi, qui a déclenché des émeutes à Malmo, comme "méprisable, totalement inacceptable et injustifiable", a déclaré sa

porte-parole, Nihal Saad, dans un communiqué. "M. Moratinos note que des actes aussi déplorables perpétrés par des marchands de haine, y compris par des militants d'extrême droite et d'autres groupes radicaux, incitent à la violence et déchirent le tissu de nos communautés. Ces actes sont un affront aux objectifs et aux valeurs adoptés par l'Alliance des civilisations des Nations Unies qui oeuvre à la promotion du respect et de la compréhension mutuels et au renforcement du dialogue interculturel et interreligieux", explique le communiqué. M. Moratinos a réitéré que la profanation de Livres sacrés et de lieux de culte ainsi que de symboles religieux doit être fermement condamnée par tous les

acteurs religieux. Il a appelé les chefs religieux de toutes les confessions à renouveler leur dénonciation de toutes les formes de violence basées sur la religion ou la foi, ajouta le communiqué. Selon la police citée par la presse locale, le Coran a été brûlé par un groupe lié au parti danois d'extrême droite "Stram Kurs" ("Ligne dure").

LIBYE

Le GNA nomme un ministre de la Défense

Le chef du Gouvernement libyen d'union nationale (GNA), Fayez al-Sarraj, a nommé samedi un nouveau ministre de la Défense et un nouveau chef d'état-major des armées. M. Al-Sarraj, à la tête du Conseil présidentiel chapeautant le GNA, reconnu par l'ONU, a nommé dans deux décrets distincts le colonel Salah Eddine al-Namrouch au portefeuille de la Défense et Mohamed Ali al-Haddad, élevé au grade de général, comme chef d'état-major de l'armée libyenne. M. Namrouch occupait jusque-là le poste de vice-ministre de la Défense, celui du ministre étant vacant depuis 2018. Le général al-Haddad, commandant de

la zone militaire du centre du pays, est originaire de Misrata (200 km à l'est de Tripoli). Ces nominations interviennent après plusieurs réunions ces derniers jours entre M. al-Sarraj et les quatre autres membres du Conseil présidentiel. Par ailleurs, à l'issue d'une réunion du Conseil présidentiel vendredi soir, le ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha a été "suspendu". Il a été invité à se présenter devant ce même Conseil dans "72 heures au plus tard" pour une "enquête administrative" au sujet de ses déclarations à la suite d'incidents à Tripoli la semaine dernière, où plusieurs manifestants ont été blessés.

CAMEROUN

L'armée tue sept séparatistes en zone anglophone

L'armée camerounaise a tué au moins sept rebelles séparatistes lors d'une opération militaire samedi dans la partie anglophone du pays, on indiqué des sources militaires. L'opération s'est lancée contre un établissement scolaire déserté servant d'un camp des séparatistes à Babessi, dans la région du Nord-Ouest. Sept séparatistes armés ont été tués sur place, alors que plusieurs autres ont fui avec des blessures graves, ont indiqué les mêmes sources, citées par l'agence Chine nouvelle sous couvert d'anonymat. Du côté de l'armée camerounaise, seulement un soldat a été légèrement blessé, on ajouté les mêmes sources. La minorité anglophone représente environ 20% de la population camerounaise. Depuis 2016, des Camerounais anglophones protestent contre ce qu'ils qualifient de "marginalisation de la part du pouvoir central".

SOMALIE

Six terroristes du groupe shebab éliminés dans le sud

Six terroristes du groupe "shebab" ont été tués samedi par l'armée nationale somalienne (ANS) lors de combats dans la région méridionale de Jubbada Hoose, a confirmé un officier. Aden Mohamed Ibrahim, commandant des forces du Jubaland, a déclaré à la presse que les membres du groupe terroriste shebab avaient lancé une attaque sur

une base dirigée par les forces régionales de l'Etat dans le quartier de Bar Sanguni, mais ont été maîtrisées. "Les forces ont repoussé la tentative des insurgés de prendre d'assaut la base et ils ont subi de lourdes pertes lors de la confrontation entre l'armée et les terroristes", a déclaré M. Ibrahim, ajoutant qu'un soldat du gouvernement avait été

tué et deux autres blessés lors des affrontements. Les forces du gouvernement ont intensifié leurs opérations contre les terroristes dans les régions du sud et du centre ces derniers mois, mais les terroristes se cachent toujours dans les zones rurales de ces régions, menant des embuscades et plaçant des mines antipersonnel.

RELATIONS INTERNATIONALES

La Chine et la France s'engagent à poursuivre leur soutien au multilatéralisme

La Chine et la France continueront à soutenir le multilatéralisme afin de promouvoir la coopération internationale dans la lutte contre l'épidémie de la Covid-19 et relever les défis du monde, ont déclaré le conseiller d'Etat chinois et ministre des Affaires étrangères Wang Yi et le président du Conseil constitutionnel français Laurent Fabius, lors de leur rencontre à Paris samedi.



M. Wang a indiqué que les relations sino-françaises ont maintenu une forte dynamique de développement sous la direction stratégique des deux chefs d'Etat. Depuis le début de l'épidémie du COVID-19, les gouvernements et les peuples chinois et français ont fait preuve d'entraide et de solidarité, a-t-il noté. Il a suggéré que les deux pays, tout en assurant la prévention et le contrôle réguliers de l'épidémie, approfondissent davantage la confiance stratégique mutuelle, reprennent les échanges et la coopération dans tous les domaines de manière ordonnée et continuent d'explorer de nou-

veaux secteurs de coopération pour apporter plus de stabilité dans la reprise économique des deux pays et du monde. La solidarité et la coopération sont les armes les plus puissantes contre la pandémie, a souligné M. Wang. Face à une situation épidémique encore grave, a-t-il noté, la Chine est prête, de concert avec la France et l'Union européenne (UE), à continuer à soutenir fermement le multilatéralisme, à sauvegarder le système international et l'ordre international actuels, à renforcer la solidarité internationale dans la lutte contre la pandémie et à contribuer à l'accessibilité aux vaccins pour les pays africains.

La Chine travaillera avec la France et l'UE pour la mise en oeuvre effective de l'Accord de Paris sur le changement climatique afin de jouer un rôle exemplaire dans la promotion d'une interaction mutuellement bénéfique et d'une coopération gagnant-gagnant entre les grandes puissances, a-t-il ajouté. Rappelant avoir travaillé avec la Chine pendant son mandat de ministre français des Affaires étrangères pour parvenir à l'Accord de Paris sur le changement climatique et au Plan d'action global commun sur le nucléaire iranien, M. Fabius a profondément regretté le retrait unilatéral des accords. En tant que défenseurs de l'or-

dre multilatéral international actuel, la France, l'UE et la Chine doivent maintenir le thème principal de la coopération multilatérale, conduire la communauté internationale à prendre des actions positives, renforcer la collaboration internationale sur le vaccin contre la Covid-19 et faire face aux défis mondiaux, tels que le changement climatique, en contribuant à la paix, au progrès et à la prospérité du monde, a-t-il ajouté. La France est la quatrième étape de la tournée en Europe de M. Wang, tournée qui l'a déjà conduit en Italie, aux Pays-Bas et en Norvège, et le conduira en Allemagne.

R.I

MALI

La Minusma "appuie fermement" les propositions de la Cédéao

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de la Mission intégrée multidimensionnelle pour la stabilisation au Mali (Minusma), Saleh Annadif, a soutenu samedi que la Minusma "appuie fermement" les propositions de la Cédéao pour une sortie rapide de crise au Mali. "Nous appuyons fermement les propositions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) pour une sortie de la crise rapidement dans ce pays", a affirmé M. Annadif, dans une déclaration à la Radio Algérie internationale (RAI), qualifiant les propositions de l'organisation ouest-africaine de "réalistes". "Le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) est libéré, maintenant il suffit de raccourcir les délais de la transition", a-t-il ajouté. Le responsable onusien a indiqué que les membres du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), créée par les militaires mutins après le changement inconstitutionnel de gouvernement au Mali, ayant abouti à la démission forcée d'IBK, "doivent réduire la durée de la transition et la confier à un civil". "Je crois qu'ils (les militaires maliens) vont agir dans ce sens avec l'espoir que des élections transparentes puissent se tenir et que les Maliens choisissent librement leur Président". Il a également abordé l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale au Mali issu du processus d'Alger, soulignant que "cet accord reste le cadre idoine pour le règlement de la crise au Mali". Réunis vendredi en sommet extraordinaire, les pays d'Afrique de l'Ouest ont réclamé aux militaires mutins le lancement immédiat d'une "transition civile" et des élections d'ici 12 mois, en échange d'une levée progressive des sanctions. La Cédéao "demande" aux responsables du CNSP "d'engager une transition civile immédiatement" et la "mise en place rapide d'un gouvernement pour faire face aux différents défis du Mali.

R.I

SOUDAN

Signature officielle aujourd'hui de l'accord de paix

Les représentants du gouvernement soudanais et du Front révolutionnaire soudanais (FRS), ont paraphé samedi soir à Juba, l'accord de paix, rapporte l'agence de presse soudanaise (SUNA), indiquant que la signature officielle de l'accord est prévue aujourd'hui dans la capitale sud-soudanaise. Selon Suna, "les représentants des différentes parties ont d'ores et déjà apposé à Juba leurs initiales sur les huit protocoles constituant l'accord de paix: sécurité, propriété foncière, justice transitionnelle, réparations et compensations, développement du secteur nomade et pastoral, partage des richesses, partage du pouvoir et retour des réfugiés et des déplacés". Le chef des médiateurs et conseiller du président du Soudan du Sud pour les affaires de sécurité Tutkuak Gattuak a déclaré samedi, après les derniers paraphes, que le gouvernement du Soudan du Sud "avait mis en oeuvre ce à quoi il s'était engagé envers le peuple soudanais pour parvenir à la paix". Le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok, le président du Soudan du Sud Salva Kiir ainsi que plusieurs délégations étrangères sont attendus pour la signature officielle lundi avec le "FRS". Le "FRS" est une coalition qui regroupe quatre mouvements de guérilla ayant combattu au Darfour (ouest) ainsi que dans les Etats du Kordofan-Sud et du Nil Bleu au sud. M. Hamdok est parti dimanche à Juba à la tête d'une importante délégation composée de cinq ministres, selon Suna. Les négociations pour la paix, priorité du nouveau gouvernement soudanais après la chute en avril 2019 d'Omâr el-Béchar, ont débuté en novembre suivant à Juba. L'accord stipule que les mouvements armés devront à terme être démantelés et leurs combattants rejoindre l'armée régulière, qui sera réorganisée pour être représentative de toutes les composantes du peuple soudanais.

R.I

BARRAGE LA RENAISSANCE

Les négociations tripartites reprendraient dans deux semaines

Les négociations entre l'Ethiopie, le Soudan et l'Egypte sur le grand Barrage La Renaissance, devraient reprendre le 14 septembre prochain, a annoncé samedi le ministre éthiopien de l'eau, de l'irrigation et de l'énergie. Les représentants des trois pays ont tenu vendredi une réunion en présence des observateurs de l'Afrique du Sud qui assure la présidence de l'Union africaine, de l'Union européenne, des Etats-Unis et des experts désignés par le Bureau de l'Assemblée de l'UA, indique le ministère éthiopien dans un communiqué. Selon le communiqué, les ministres

en charge de l'eau des trois pays ont examiné le rapport des équipes techniques sur l'avancement des négociations qui ont eu lieu durant un semaine, sur les lignes directrices et les règles relatives au premier remplissage et au fonctionnement annuel du barrage. Les équipes techniques des trois pays se sont réunies par visioconférence depuis le 18 août courant et ont convenu de soumettre leur lettre de mise à jour respective à l'UA. "Nos trois pays ont convenu de conclure le cycle actuel de négociations sans consensus sur le projet d'accord intégré qui devait

être soumis à l'UA vendredi", a affirmé, de son côté, le ministère soudanais de l'Irrigation et des Ressources hydrauliques dans un communiqué. "La poursuite des négociations dans leur forme actuelle n'aboutira pas à des résultats concrets", a-t-il notamment relevé. Après une suspension de trois semaines des fois à la demande de l'Egypte et des fois à la demande du Soudan pour examiner une nouvelle proposition de l'Ethiopie sur les lignes directrices et règles du remplissage du barrage, conformément, dit Addis-Abeba, "au Communiqué

du Bureau de l'Assemblée de l'Union africaine en date du 24 juillet 2020 et à l'accord conclu par les ministres de l'Eau lors de leur réunion du 03 août 2020 à travailler sur un document commun", les pourparlers ont repris le 18 août sous l'égide de l'Union africaine. Le gigantesque barrage La Renaissance, rappelle-t-on, avec 155 mètres de haut et 1,8 km de long, aura une puissance de 6000 mégawatts après achèvement des travaux, ce qui va permettre de couvrir tous les besoins de l'Ethiopie en électricité.

R.I

Des armes nouvelles pour une guerre nouvelle

Le coronavirus, baptisé SARS-CoV-2, responsable de la maladie Covid-19, a voyagé à travers 170 pays depuis la première apparition de symptômes chez un habitant de la province du Hubei, en Chine.

Le 31 décembre dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été informée d'une épidémie de «pneumonie de cause inconnue» dans la ville de Wuhan, septième ville la plus importante de Chine avec onze millions d'habitants. Les premiers individus infectés avaient tous fréquenté un marché d'animaux vivants à Wuhan laissant croire à un virus d'origine animale. Depuis, nous avons appris que ce coronavirus n'est pas un mutant d'origine animale, mais serait le produit trafiqué d'un laboratoire virologique militaire de niveau P4 (américain - Fort Detrick ou chinois - Wuhan ???): <https://les7duquebec.net/archives/257242>. Ces allégations ont été corroborées par les travaux des professeurs Tritto (Italie) et Luc Montagnier (France): <https://les7duquebec.net/archives/257295>

En date du 28 août 2020, 24,452,142 cas de Covid-19 ont été enregistrés de par le monde et 831,500 personnes en seraient décédées, quoique de plus en plus de voix s'élèvent pour contester la fiabilité des données étriquées transmises par l'OMC: <https://les7duquebec.net/archives/257300>. Rappelons que la population mondiale étant de 7,700,000,000 individus, le taux de contagion du Covid-19 serait de 0,03% (24,452,142 cas/ 7,700,000,000) et sa contribution aux décès mondiaux d'environ 1,4% (831,500 morts Covid-19/57,000,000 morts annuels sur Terre). À titre comparatif la malnutrition tue 3,100,000 individus chaque année autant pour l'alcoolisme, et autant pour le tabagisme.

Après huit mois de guerre virale, le capital gagne la première manche

Après huit mois de guerre larvée d'un nouveau genre, une guerre bactériologique inédite, nous devons nous rendre à l'évidence, le prolétariat international a perdu la première manche de cette guerre que le grand capital mondial nous a imposée. Le grand capital mondial a su embrigader et encadrer adéquatement la grande bourgeoisie d'affaire, du commerce, des communications et de l'industrie; la moyenne et la petite bourgeoisie pléthorique ténatisée de voir s'envoler ses rêves d'immortalité - ployant tous sous la trique de l'État fasciste et des médias aux ordres. Sans conteste, l'arnaque pandémique a fonctionné. La bataille a culminé avec le confinement - arme de destruction massive - où deux milliards d'individus bien portants ont accepté de s'emprisonner en résidence surveillée et de jouer les garde-chiourmes, puis de porter des masques dangereux, de s'astreindre à divers gestes barrières à la solidarité, des gestes de désignation et de soumission aux grands patrons. Il ne leur reste plus qu'à nous faire ingurgiter de force leur vaccin alambiqué.

Heureusement, instinctivement, les jeunes des classes pauvres ont résisté à cette mascarade bancale. Aux États-Unis, entre autres, les jeunes sans organisation et sans aide ont spontanément résisté à ce mauvais scénario déglingué. Ils se sont battus contre l'État policier dans une centaine de villes, démontrant ainsi qu'ils ne se laisseront pas facilement transformer en chair à canon. Malheureusement, le prolétariat désemparé, inconscient et désarmé suite à un siècle de trahison gauchiste, s'est très peu mobilisé derrière ces jeunes pour mettre en échec ce jeu de guerre désespéré.

En effet, cette première manche, emportée haut la main par le grand capital financier, ne peut mener qu'à l'approfondissement de l'impasse dans laquelle les différents camps belligérants sont acculés. Leur guerre commerciale, financière, monétaire, virale, puis nucléaire ne sauvera pas ce mode de production moribond. Le prolétariat devra comprendre que la solution ne viendra pas des dieux du coronavirus ni d'au-



cune arme létale de destruction massive.

L'alternative chinoise!

Examinons l'histoire récente. L'un des grands secrets de la croissance du bloc des pays «émergents» est le fait que la Chine, forte de ses 1,3 milliard d'individus, s'est imposée comme «Atelier du monde» après 2001, d'abord dans les industries peu qualifiées telles que le textile et les jouets, puis dans les produits pharmaceutiques et, plus récemment, dans l'assemblage et la production de produits électroniques, le numérique, les robots et machines-outils et les semi-conducteurs dont elle est devenue le premier producteur mondial. Le bloc se précise quand les institutions financières mondiales se rabattent sur le champ chinois aux dépens des grandes puissances industrielles occidentales moins rentables, en particulier les États-Unis. Brzezinski a souvent écrit que l'État-nation devait être éliminé. Par son avidité pour des rendements croissants, le capital financier a prêté à l'aide la Chine à devenir un adversaire des États-Unis sur le plan économique, via la haute technologie, seul moyen de maintenir le taux de plus-value relative par des gains de productivité. Bref, le vorace capital financier mondial a contribué à détruire l'hégémonie de la superpuissance étatsunienne déclinante et à consolider celui de la Chine émergente.

Au début de la présidence de Xi Jinping en 2012, la Chine était devenue une véritable puissance économique, deuxième en importance après les États-Unis. Il est clair que cela n'aurait jamais pu se produire sous la supervision des vieilles familles anglo-saxonnes qui avaient mené les guerres de l'opium pour soumettre la Chine et permettre le pillage de son économie.

«La même banque britannique impliquée dans le commerce de l'opium en Chine, la Hong Kong and Shanghai Bank (HSBC), fondée par un Écossais, Thomas Sutherland, en 1865 dans la colonie britannique de Hong Kong de l'époque, est aujourd'hui la plus grande banque non chinoise de Hong Kong. Ces dernières années, HSBC a tissé des liens très étroits avec la Chine: depuis 2011, Laura Cha est membre du conseil d'administration et vice-présidente de HSBC. Mme Cha était auparavant vice-présidente de la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières, étant la première personne hors de la Chine continentale à rejoindre le gouvernement central de la République populaire de Chine à Pékin au rang de vice-ministre. En d'autres termes, la plus grande banque du Royaume-Uni a un membre de son conseil d'administration qui était membre du Parti communiste chinois et un fonctionnaire du gouvernement chinois. La Chine a besoin d'accéder à la monnaie occidentale et HSBC et d'autres banques choisies comme JP MorganChase, Barclays, Goldman Sachs sont heureuses de l'aider.»

Le socialisme avec les caractéristiques chinoises

Jusqu'en 2012, lorsque Xi a pris la tête du PCC, la Chine semblait dans l'ensemble vouloir être un «joueur d'équipe» mondialiste. Cependant, en 2015, après un peu plus de deux ans de mandat, Xi Jinping au nom des nombreux multimilliardaires chinois a proposé une stratégie industrielle nationale: Made in China. Le document «Chine 2025» a remplacé un document occidental antérieur qui avait été formulé avec la Banque mondiale et les États-Unis, le rapport «Chine 2030» sous la direction de Robert Zoellick. Le PCC [Parti communiste chinois] sous Xi était déterminé à faire de la Chine la puissance hégémonique mondiale dans l'industrie de pointe, de l'intelligence artificielle (IA) et des biotechnologies.

«Chine 2025», combinée à la promotion par Xi de l'Initiative de La Route et de la ceinture de la soie pour une infrastructure mondiale reliant la Chine par voie terrestre, maritime et aérienne à l'Eurasie et même au-delà, a probablement indiqué aux mondialistes que la seule solution pour éviter de perdre leur pouvoir au profit d'une hégémonie mondiale de la Chine serait finalement la guerre. Une guerre qui détruirait les deux puissances nationales-mondialistes, les États-Unis et la Chine.

De nouvelles armes de guerre pour une nouvelle forme de guerre

Cette guerre sera très probablement différente de la confrontation militaire de la Seconde Guerre mondiale. En 2020, les États-Unis et la plupart des économies industrielles occidentales ont provoqué la pire dépression économique depuis les années trente, en guise de réponse étrange et incompréhensible à un virus se propageant chez les personnes âgées. Malgré le fait que le nombre de morts, même avec des statistiques largement gonflées, soit au niveau d'une sévère grippe saisonnière, l'insistance des larbins politiques et de l'OMS corrompue pour imposer une quarantaine draconienne et une perturbation économique a paralysé les principales infrastructures industrielles aux États-Unis, au Canada, en Australie et dans la plupart des pays de l'UE. Une étrange façon de mener une guerre d'expansion(!)

«Dans ces conditions, quel type d'escalade est probable? En 1999, deux colonels de l'API chinoise, Qiao Liang et Wang Xiangsui, ont publié un livre intitulé «Unrestricted Warfare». Les deux hommes ont révisé leur document en 2016. Cela permet de faire le point sur la stratégie militaire chinoise de pointe.» (3) Passant en revue la doctrine militaire étatsunienne publiée au lendemain de l'opération étatsunienne «Tempête du désert» contre l'Irak en 1991, les auteurs chinois dénoncent ce qu'ils considèrent comme une dépendance excessive des États-Unis à la force militaire traditionnelle

et à la doctrine militaire conventionnelle. Ils affirment: «Observer, examiner et résoudre les problèmes du point de vue de la technologie est une pensée typiquement américaine. Ses avantages et ses inconvénients sont tous deux très apparents». Ils ajoutent que «les menaces militaires ne correspondent pas le plus souvent aux principaux facteurs affectant la sécurité nationale... ces facteurs traditionnels sont de plus en plus liés à l'accapement des ressources, à la lutte pour les marchés, au contrôle des capitaux, aux sanctions commerciales et à d'autres facteurs économiques, au point que ces facteurs militaires traditionnels deviennent même secondaires par rapport à ces facteurs économiques stratégiques. Ils constituent un nouveau modèle qui menace la sécurité politique, économique et militaire d'une ou plusieurs nations. Les deux auteurs définissent la nouvelle forme de guerre comme «englobant les sphères politique, économique, diplomatique, sanitaire, culturelle et psychologique, en plus des sphères terrestre, maritime, aérienne, spatiale et électronique».

Parmi les méthodes proposées, ils suggèrent que la Chine pourrait utiliser le piratage de sites web, le ciblage des institutions financières, le terrorisme, l'utilisation des médias et la conduite d'une guerre urbaine. Les récentes révélations selon lesquelles des entités chinoises versent des millions de dollars en recettes publicitaires au New York Times et à d'autres grands médias américains pour exprimer des opinions favorables à la Chine en sont un exemple. De plus, on ajoute: manœuvrer un ressortissant chinois pour diriger le plus grand fonds de pension public étatsunien, CalPERS, qui a versé des milliards dans des actions chinoises risquées, ou persuader la Bourse de New York de coter des dizaines d'entreprises chinoises sans exiger l'adhésion à la transparence comptable étatsunienne accroît la vulnérabilité financière des États-Unis. Sans oublier de répandre un virus létal parmi des populations fortement urbanisées et lourdement fragilisées par des années d'austérité et de coupures dans les services de santé... véritable cause de l'hécatombe dans les résidences pour personnes âgées. Voilà les nouvelles armes de la nouvelle guerre mondiale. On peut la qualifier de guerre sans limites, où rien de ce qui perturbe l'ennemi n'est interdit. Selon Qiao: «la première règle de la guerre sans limites est qu'il n'y a pas de règles, rien n'est interdit». Il n'y a pas de conventions de Genève. Rien de novateur ici. Les guerres d'expansion impérialistes n'ont jamais respecté de règles humanitaires (!?)

Les deux auteurs ajoutent que cette guerre nouvelle genre pourrait inclure des attaques contre la sécurité politique, la sécurité économique, la sécurité sanitaire, la sécurité culturelle et la sécurité de l'information de la nation adverse. La dépendance de l'économie étatsunienne vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement chinoises, à partir des antibiotiques de base aux masques chirurgicaux, aux défibrillateurs, et aux respirateurs, aux minéraux de terres rares, n'est qu'un domaine de vulnérabilité parmi d'autres.

De son côté, la Chine est vulnérable aux sanctions commerciales, aux perturbations financières, aux attaques bioterroristes et aux embargos pétroliers, pour n'en citer que quelques-uns. Certains ont suggéré que la récente invasion de criquets pèlerins et la dévastation de la peste porcine africaine sur les réserves alimentaires de base de la Chine n'étaient pas simplement un «Act of God». Sinon, nous sommes probablement plongés dans une forme non déclarée de guerre entre les États-Unis et la Chine dans laquelle le SARS-CoV-2 - Covid-19 n'est qu'une arme létale supplémentaire qu'une puissance expérimente sur le monde grandeur réelle.

Par Robert Bibeau